



Compagnie de Saint-Gobain

Les Miroirs • 18, avenue d'Alsace • (92400) Courbevoie • France
S.A. au capital de € 1 962.356.788 • 542 039 532 R.C.S. Nanterre

Le 23 mars 2009

Communiqué

AUGMENTATION DE CAPITAL 2009 RESERVEE AUX ADHERENTS DU PLAN D'EPARGNE DU GROUPE SAINT-GOBAIN

Emetteur

Compagnie de Saint-Gobain
Eurolist d'Euronext Compartiment A – Euronext Paris (France)
Code ISIN : FR0000125007
Valeur admise au Service de Règlement Différé (SRD)

Cadre de l'émission – Motifs de l'offre

Sur la base de l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2007 (seizième résolution), le Conseil d'administration a décidé, lors de sa réunion du 15 janvier 2009, le principe d'une augmentation de capital limitée au maximum à huit millions cinq cent mille actions Saint-Gobain au nominal de quatre euros, réservée exclusivement aux adhérents du Plan d'Epargne du Groupe Saint-Gobain.

Cette offre d'actions est proposée dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Singapour, Slovaquie, Suède, Suisse, Thaïlande et Turquie, sous réserve de l'obtention d'autorisations locales dans certains de ces pays.

L'offre comporte uniquement une formule de souscription classique, sans effet de levier. Les actions seront souscrites selon la législation applicable dans les différents pays du périmètre de l'offre, par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou directement.

Le Conseil d'administration du 15 janvier 2009 a également arrêté le montant de décote, soit 20% du prix de référence, et a délégué à son Directeur Général les pouvoirs pour arrêter les prix de référence et de souscription et pour fixer les dates de la période de souscription.

Sur la base de cette décision et en application de la délégation qui lui a été consentie, le Directeur Général de la Compagnie de Saint-Gobain a constaté ce jour le prix de référence et le prix de souscription des actions nouvelles correspondant à 80% du prix de référence :

Prix de référence 19,742 euros
Prix de souscription 15,80 euros

Cette nouvelle augmentation de capital s'inscrit dans le cadre de la poursuite du développement de l'actionnariat salarié qui est un objectif constant du Groupe depuis plus de 20 ans.

Conditions de souscription et droits attachés aux actions

Bénéficiaires de l'offre : les bénéficiaires de l'offre sont les salariés de la Compagnie de Saint-Gobain et des sociétés et groupements faisant partie du périmètre du Groupe Saint-Gobain et adhérant au Plan d'Epargne du Groupe Saint-Gobain qui justifient d'une ancienneté de trois mois au moins à la date de leur adhésion, les retraités et les préretraités du Groupe Saint-Gobain dès lors qu'ils étaient porteurs de parts à la date de leur départ, les mandataires sociaux et les anciens salariés qui souhaitent affecter tout ou partie de l'intéressement qui leur a été versé après la fin de leur contrat de travail au titre de leur dernière période d'activité, tels que visés dans le règlement du Plan d'épargne du Groupe.

Existence ou non d'un droit préférentiel de souscription en cas d'augmentation de capital : la présente opération est réalisée sans droit préférentiel de souscription.

Droits attachés aux actions :

- les actions Saint-Gobain nouvelles seront créées et porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2009.

- les droits de vote attachés aux actions souscrites et détenues par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise seront exercés par un mandataire du conseil de surveillance du fonds correspondant. Les droits de vote attachés aux actions souscrites directement seront exercés par les souscripteurs.

Plafond de souscription : les versements des adhérents ne peuvent excéder le plafond visé par l'article L.3332-10 du Code du travail.

Indisponibilité des actions Saint-Gobain ou des parts des fonds communs de placement d'entreprise : les souscripteurs à l'offre devront conserver les actions souscrites en direct ou les parts des fonds communs de placement d'entreprise correspondantes pendant une durée de cinq années ou dix années suivant le choix des adhérents, sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé prévu par l'article R3324-22 du Code du travail.

Calendrier de l'opération

Le Directeur Général de la Compagnie de Saint-Gobain a fixé ce jour, sur délégation du Conseil d'administration les dates de la période de souscription :

du 23 mars 2009 jusqu'au 8 avril 2009 (inclus)

Date indicative de l'augmentation de capital : le 12 mai 2009

Cotation

L'admission des actions nouvelles Saint-Gobain aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext sera demandée dès que possible après la réalisation de l'augmentation de capital prévue le 12 mai 2009.

Mention spécifique pour l'international

Le présent communiqué ne constitue pas une offre de vente ou une sollicitation pour l'achat d'actions Saint-Gobain. L'offre d'actions Saint-Gobain réservée aux adhérents du Groupe Saint-Gobain sera mise en place dans les seuls pays où une telle offre a fait l'objet d'un enregistrement auprès des autorités locales compétentes et/ou en considération d'une exemption à l'obligation d'établir un prospectus ou de procéder à un enregistrement de l'offre.

Plus généralement, l'offre sera uniquement réalisée dans les pays où toutes les procédures d'enregistrement et/ou les notifications requises auront été effectuées et les autorisations auront été obtenues.

Le présent communiqué n'est pas destiné, et des copies de celui-ci ne peuvent donc pas être envoyées, aux pays dans lesquels une telle exemption ne serait pas disponible ou dans lesquels toutes les procédures d'enregistrement et/ou les notifications requises n'auraient pas encore été effectuées ou les autorisations n'auraient pas été obtenues.

(Article R225-116 du Code de commerce)
Assemblée générale mixte du 4 juin 2009

- puis, si nécessaire, sur l'intéressement et/ou sur la participation aux résultats de l'entreprise,

de telle manière que l'augmentation de capital soit au plus égale à trente quatre millions d'euros.

Le même pourcentage de réduction serait appliqué à chaque adhérent, quel que soit le pays concerné.

. Si la souscription totale est inférieure ou égale au montant nominal maximum offert, l'augmentation de capital correspondra aux actions effectivement souscrites, conformément à la loi.

3° Constatation de l'augmentation de capital : sur décision du Directeur Général, envisagée à la date du 12 mai 2009, agissant sur délégation à lui donnée par le Conseil d'administration du 15 janvier 2009.

4° Incidence de l'émission de 8,5 millions d'actions sur la situation de l'actionnaire:

. Incidence sur la quote part des capitaux propres consolidés part du Groupe au 31 décembre 2008 :

. sur la base de 382 571 985 actions composant le capital de la Compagnie de Saint-Gobain au 31 décembre 2008 et après prise en compte des 108 017 212 actions souscrites lors de l'augmentation de capital en numéraire du 23 mars 2009, la quote part des capitaux propres par action qui s'établit à 32,06 euros, passerait à 31,78 euros.

. sur la base de l'ensemble des titres émis susceptibles de donner accès au capital (en tenant compte des plans d'options de souscription d'actions existants au 31 décembre 2008), la quote part des capitaux propres par action de 32,71 euros passerait à 32,44 euros.

. Incidence théorique sur la valeur boursière telle qu'elle résulte de la moyenne des vingt séances de bourse précédant la décision du directeur général du 23 mars 2009 (période du 23 février 2009 au 20 mars 2009 inclus) :

.compte tenu des modalités de fixation du prix de souscription et du nombre de titres maximum offert, l'opération n'a pas d'incidence significative sur la valeur boursière de l'action.

Le Conseil d'administration

PricewaterhouseCoopers Audit
Crystal Park
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit
Immeuble KPMG
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense

**RAPPORT COMPLEMENTAIRE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
L'AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC SUPPRESSION DU DROIT
PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION PAR EMISSION D' ACTIONS RESERVEES
AUX ADHERENTS DU PLAN D'EPARGNE GROUPE**

**Décision du Directeur Général du 23 mars 2009 agissant sur délégation du Conseil
d'administration du 15 janvier 2009**

Aux Actionnaires
Compagnie de Saint-Gobain
Les Miroirs
18, Avenue d'Alsace
92400 Courbevoie

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application des dispositions de l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous vous présentons un rapport complémentaire à notre rapport spécial du 15 mai 2007 sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents du Plan d'Epargne Groupe, autorisée par votre Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2007 dans sa seizième résolution, conformément aux dispositions des articles L.225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail.

Cette assemblée avait délégué à votre Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider d'une telle opération dans un délai de vingt-six mois et pour un montant maximal de soixante-quatorze millions d'euros.

Faisant usage de cette délégation, le Directeur Général, sur délégation du conseil d'administration du 15 janvier 2009, a décidé le 23 mars 2009 de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 34 millions d'euros par l'émission de 8,5 millions d'actions nouvelles à un nominal de 4€ chacune. Le prix de souscription a été arrêté à 15,80 euros, soit 80 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action Saint-Gobain sur l'Eurolist d'Euronext aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Directeur Général fixant la date d'ouverture de la souscription.

La souscription est ouverte du 23 mars 2009 au 8 avril 2009.

Il appartient à votre Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-115 et R. 225-116 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier :

- la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008 arrêtés par votre Conseil d'administration. Ces comptes ont fait l'objet d'un audit par nos soins selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2007 et la sincérité des informations données dans le rapport complémentaire du Conseil d'administration sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission et sur son montant.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008 de la société et données dans le rapport complémentaire du Conseil d'administration, étant précisé que les comptes consolidés n'ont pas encore été approuvés par l'Assemblée Générale.
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2007 et des indications fournies à celle-ci,
- la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription sur laquelle vous vous êtes précédemment prononcés, le choix des éléments de calcul du prix d'émission, et son montant définitif,

- la présentation de l'incidence de l'émission sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital appréciée par rapport aux capitaux propres consolidés de la société et sur la valeur boursière de l'action.

Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 30 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit




Pierre Coll

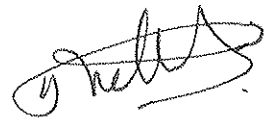


Rémi Didier

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Jean Gatinaud



Jean-Paul Vellutini